



# SYNTHÈSE CONJONCTURELLE DU DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

## ÉDITION AVRIL 2016

Dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active au T4 2015. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,2 point. Fin mars 2016, le département compte 69 969 demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi (sans aucune activité), soit une baisse de 1,1 % par rapport à fin décembre 2015 (- 794 demandeurs d'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans activité ou en activité réduite) s'établit quant à lui à 99 200, en hausse de 0,2 % par rapport à fin décembre 2015 (+ 195 demandeurs d'emploi).

Dans le détail, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 50 177 (-0,4 % par rapport à fin décembre 2015, soit - 185 demandeurs d'emploi) et le nombre de femmes à 49 024 (+0,8 % par rapport à fin décembre 2015, soit + 380 demandeurs d'emploi). Par ailleurs, le département compte 11 140 jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (-0,2 % par rapport à fin décembre 2015, soit - 21 demandeurs d'emploi) et 26 811 séniors de 50 ans et plus (+0,1 % par rapport à fin décembre 2015, soit + 21 demandeurs d'emploi). Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus) s'établit à 40 362, en hausse de 0,9 % par rapport à fin décembre 2015 (+ 347 demandeurs d'emploi).

A la fin du T4 2015, les Alpes-Maritimes comptent 260 789 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs, soit 1 108 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %). Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 254 802 (+0,4 %, soit +1 113 emplois). Le nombre d'emplois intérimaires s'établit quant à lui à 5 987 (-0,1 %, soit - 5 emplois).

Plus précisément, le secteur industriel comptabilise 31 512 emplois salariés marchands y compris intérim, en hausse de 27 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) : -38 emplois hors intérim et +65 emplois intérimaires. Dans le secteur de la construction, le nombre d'emplois salariés marchands y compris intérim s'établit à 22 992, en baisse de 48 (-0,2 %) : +103 emplois hors intérim et -151 emplois intérimaires. Enfin, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim atteint 206 034, en hausse de 1 086 par rapport à la fin du trimestre précédent (+0,5 %) : +1 048 emplois hors intérim et +38 emplois intérimaires.

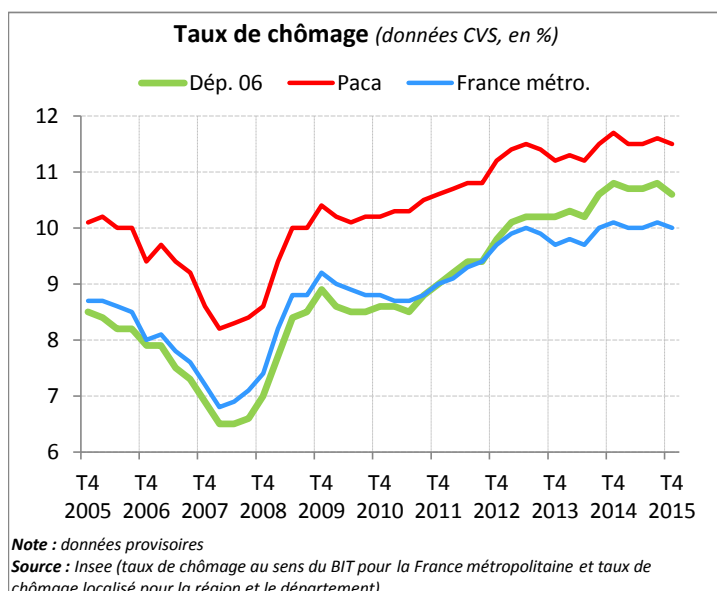
Sur le champ des politiques d'aide à l'emploi, 1 507 CUI et 224 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T4 2015 (soit respectivement + 196 et - 60 qu'au cours du même trimestre de l'année précédente). A la fin du T4 2015, les Alpes-Maritimes comptent ainsi 3 590 bénéficiaires de CUI et 1 363 bénéficiaires d'emplois d'avenir (respectivement + 540 et + 96 qu'un an plus tôt). Par ailleurs, 101 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T4 2015, soit 5 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente, ce qui porte à 587 le nombre de contrats encore en cours à la fin du T4 2015 (299 de plus sur un an). Enfin, durant la campagne de juillet 2015 à février 2016, le département enregistre 3 788 contrats d'apprentissage, soit 16 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

Indicateur	Dernière donnée disponible		Donnée précédente		Source
	Valeur	Date	Evolution	Date	
<b>Chômage et demande d'emploi (données CVS)</b>					
<b>Taux de chômage</b>	<b>10,6 %</b>	T4 2015	<b>-0,2 pt</b>	T3 2015	Insee
<b>Demandeurs d'emploi de catégorie A</b>	<b>69 969</b>	Fin mars 2016	<b>- 794</b>	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	36 825	Fin mars 2016	- 566	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	33 144	Fin mars 2016	- 228	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	8 116	Fin mars 2016	- 167	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	19 653	Fin mars 2016	- 240	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<b>Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C</b>	<b>99 200</b>	Fin mars 2016	<b>+ 195</b>	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Hommes</i>	50 177	Fin mars 2016	- 185	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Femmes</i>	49 024	Fin mars 2016	+ 380	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Moins de 25 ans</i>	11 140	Fin mars 2016	- 21	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>50 ans et plus</i>	26 811	Fin mars 2016	+ 21	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis un an ou plus</i>	40 362	Fin mars 2016	+ 347	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Inscrits depuis deux ans ou plus</i>	20 182	Fin mars 2016	+ 221	Fin décembre 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Entrées</i>	31 277	T1 2016	+0,6 %	T4 2015	Pôle emploi, Dares
<i>Sorties</i>	30 996	T1 2016	+8,2 %	T4 2015	Pôle emploi, Dares
<b>Emploi (données CVS)</b>					
<b>Emploi salarié marchand</b>	<b>260 789</b>	Fin T4 2015	<b>+1 108</b>	Fin T3 2015	Insee
<i>Industrie y compris intérim</i>	31 512	Fin T4 2015	+ 27	Fin T3 2015	Insee, Dares
<i>Construction y compris intérim</i>	22 992	Fin T4 2015	- 48	Fin T3 2015	Insee, Dares
<i>Tertiaire marchand y compris intérim</i>	206 034	Fin T4 2015	+1 086	Fin T3 2015	Insee, Dares
<b>Politiques d'aide à l'emploi (données brutes)</b>					
<b>Embauches en contrat unique d'insertion (CUI)</b>	<b>1 507</b>	T4 2015	<b>+ 196</b>	T4 2014	ASP
Stock de bénéficiaires de CUI	3 590	Fin T4 2015	+ 540	Fin T4 2014	ASP
<b>Embauches en emploi d'avenir</b>	<b>224</b>	T4 2015	<b>- 60</b>	T4 2014	ASP
Stock de bénéficiaires d'emplois d'avenir	1 363	Fin T4 2015	+ 96	Fin T4 2014	ASP
<b>Aides à l'embauche en contrat de génération</b>	<b>101</b>	T4 2015	<b>-5</b>	T4 2014	Pôle emploi
Stock des aides à l'embauche en contrat de génération	587	Fin T4 2015	+ 299	Fin T4 2014	Pôle emploi
<b>Contrats d'apprentissage</b>	<b>3 788</b>	Campagne juillet 2015 - février 2016	<b>+ 16</b>	Campagne juillet 2014 - février 2015	Dares

## Chômage et demande d'emploi

Taux de chômage et demande d'emploi sont deux concepts qui ne se recouvrent pas complètement. Mode de calcul, périodicité et populations couvertes diffèrent. Estimé tous les trimestres par l'Insee grâce à l'enquête Emploi, le taux de chômage au sens du BIT rapporte le nombre de chômeurs à la population active (somme des personnes au chômage et des personnes en âge de travailler en emploi). Il constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail. Ses évolutions peuvent différer de celles des demandeurs d'emploi, dont la mesure est réalisée tous les mois par la Dares et Pôle emploi à partir des fichiers administratifs de gestion de Pôle emploi. En effet, certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et certains chômeurs ne sont pas inscrits à Pôle emploi.

### Taux de chômage

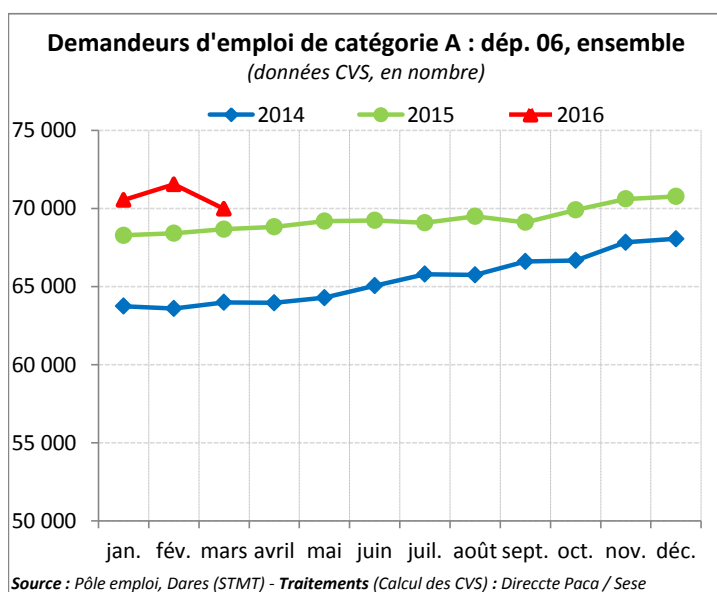


- Au T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, le taux de chômage s'établit à 10,6 % de la population active. Par rapport au trimestre précédent, il est en baisse de 0,2 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En Paca, le taux de chômage s'établit à 11,5 % de la population active au T4 2015. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,1 point. Sur un an, il diminue de 0,2 point.

- En France métropolitaine, le taux de chômage s'établit à 10,0 % de la population active au T4 2015. Par rapport au trimestre précédent, il baisse de 0,1 point. Sur un an, il diminue de 0,1 point.

### Demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi



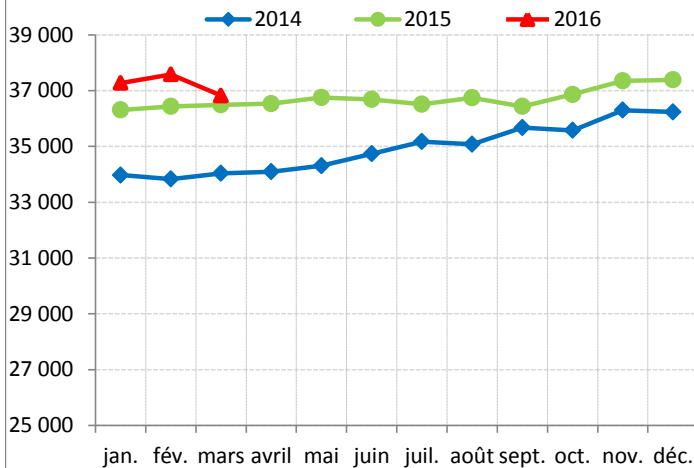
- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 69 969. Par rapport à fin décembre 2015, il est en baisse de 1,1 % (-794 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 1,9 % (+1 298 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 321 207 fin mars 2016, soit une baisse de 2,1 % par rapport à fin décembre 2015 (-6 912 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,3 % sur un an (+ 957 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 531 000 fin mars 2016, soit une baisse de 1,4 % par rapport à fin décembre 2015 (-49 500 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 0,5 % sur un an (+16 600 demandeurs d'emploi).

## Demandeurs d'emploi de catégorie A, par sexe

**Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, hommes**  
(données CVS, en nombre)



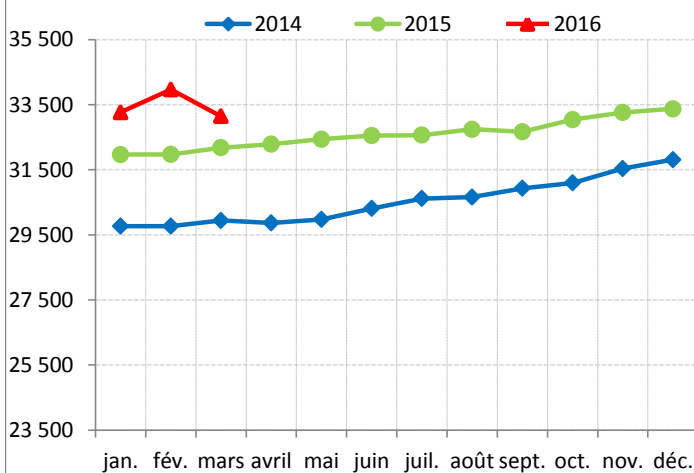
Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 36 825. Par rapport à fin décembre 2015, il est en baisse de 1,5 % (- 566 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 0,9 % (+ 330 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 169 374 fin mars 2016, soit une baisse de 2,0 % par rapport à fin décembre 2015 (-3 541 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,4 % sur un an (- 727 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 1 856 000 fin mars 2016, soit une baisse de 1,3 % par rapport à fin décembre 2015 (-24 500 demandeurs d'emploi) et une diminution de 0,2 % sur un an (-4 300 demandeurs d'emploi).

**Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, femmes**  
(données CVS, en nombre)



Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

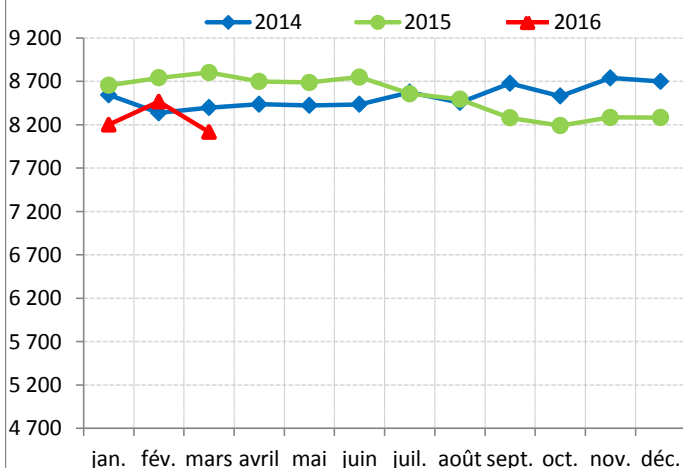
- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 33 144. Par rapport à fin décembre 2015, il est en baisse de 0,7 % (- 228 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 3,0 % (+ 968 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 151 833 fin mars 2016, soit une baisse de 2,2 % par rapport à fin décembre 2015 (-3 371 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,1 % sur un an (+1 684 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégorie A s'établit à 1 675 000 fin mars 2016, soit une baisse de 1,5 % par rapport à fin décembre 2015 (-25 000 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 1,3 % sur un an (+20 900 demandeurs d'emploi).

## Âge des demandeurs d'emploi de catégorie A

**Demandeurs d'emploi de catégorie A : dép. 06, moins de 25 ans**  
(données CVS, en nombre)

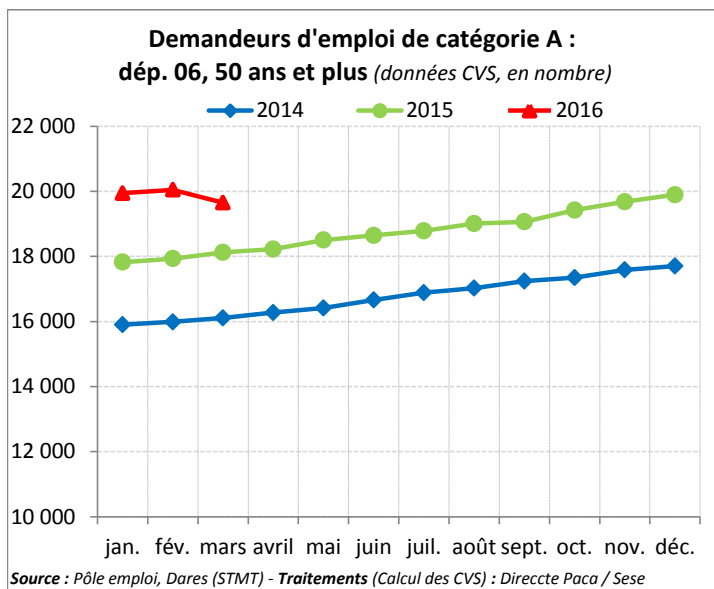


Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calcul des CVS) : Direccte Paca / Sese

- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 8 116. Par rapport à fin décembre 2015, il est en baisse de 2,0 % (- 167 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 7,8 % (- 685 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 41 785 fin mars 2016, soit une baisse de 3,3 % par rapport à fin décembre 2015 (-1 408 demandeurs d'emploi) et une diminution de 7,2 % sur un an (-3 247 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 508 200 fin mars 2016, soit une baisse de 2,7 % par rapport à fin décembre 2015 (-14 000 demandeurs d'emploi) et une diminution de 6,4 % sur un an (-34 600 demandeurs d'emploi).

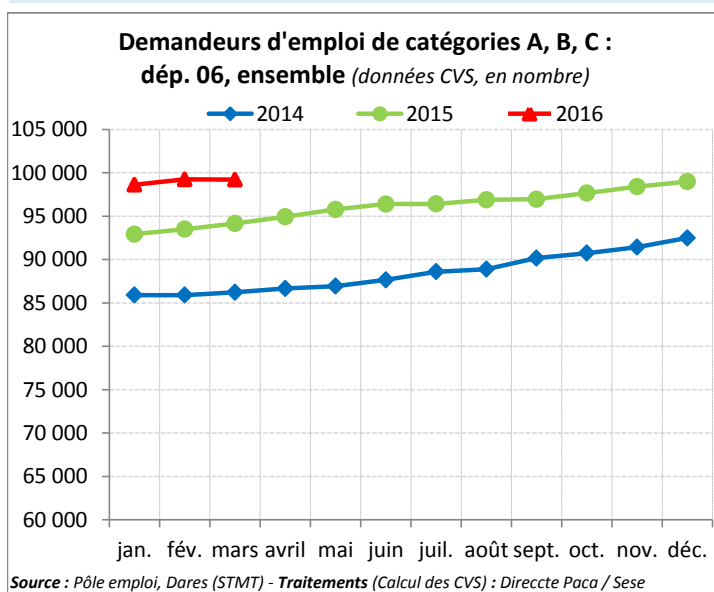


- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 19 653. Par rapport à fin décembre 2015, il est en baisse de 1,2 % (- 240 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 8,4 % (+1 525 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 84 136 fin mars 2016, soit une baisse de 0,9 % par rapport à fin décembre 2015 (- 732 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,8 % sur un an (+5 391 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 888 200 fin mars 2016, soit une baisse de 0,1 % par rapport à fin décembre 2015 (- 800 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 6,5 % sur un an (+54 500 demandeurs d'emploi).

### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi

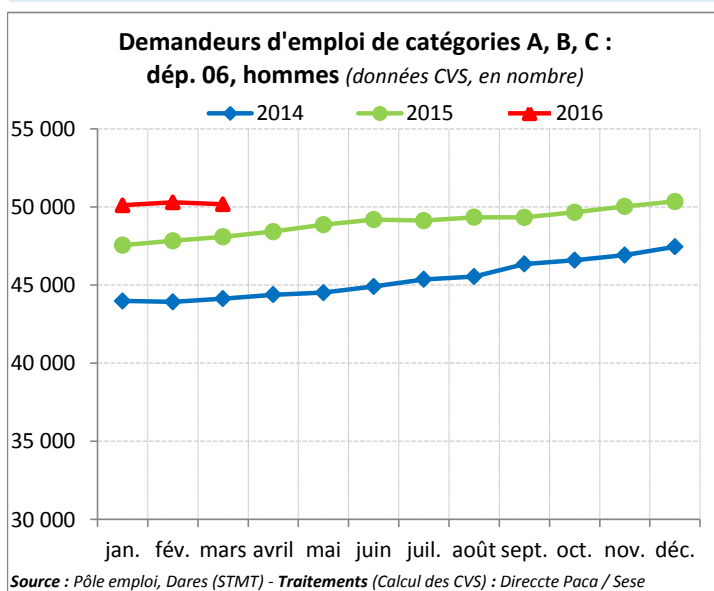


- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 99 200. Par rapport à fin décembre 2015, il est en hausse de 0,2 % (+ 195 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 5,3 % (+5 032 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 470 121 fin mars 2016, soit une baisse de 0,6 % par rapport à fin décembre 2015 (-2 706 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,5 % sur un an (+15 993 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 5 454 100 fin mars 2016, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin décembre 2015 (-23 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,0 % sur un an (+158 300 demandeurs d'emploi).

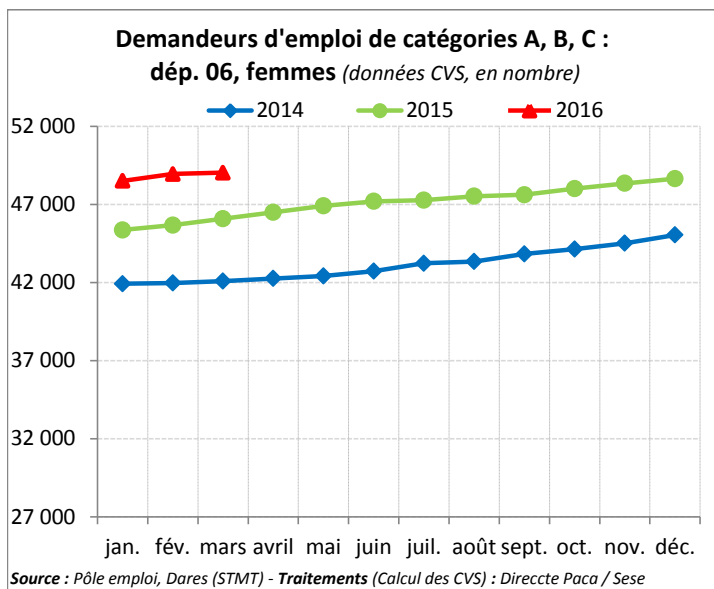
### Demandeurs d'emploi de catégories A, B, C, par sexe



- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 50 177. Par rapport à fin décembre 2015, il est en baisse de 0,4 % (- 185 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 4,3 % (+2 082 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 237 282 fin mars 2016, soit une baisse de 0,8 % par rapport à fin décembre 2015 (-1 832 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,8 % sur un an (+6 386 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre d'hommes demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 712 900 fin mars 2016, soit une baisse de 0,6 % par rapport à fin décembre 2015 (-16 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 2,2 % sur un an (+59 300 demandeurs d'emploi).

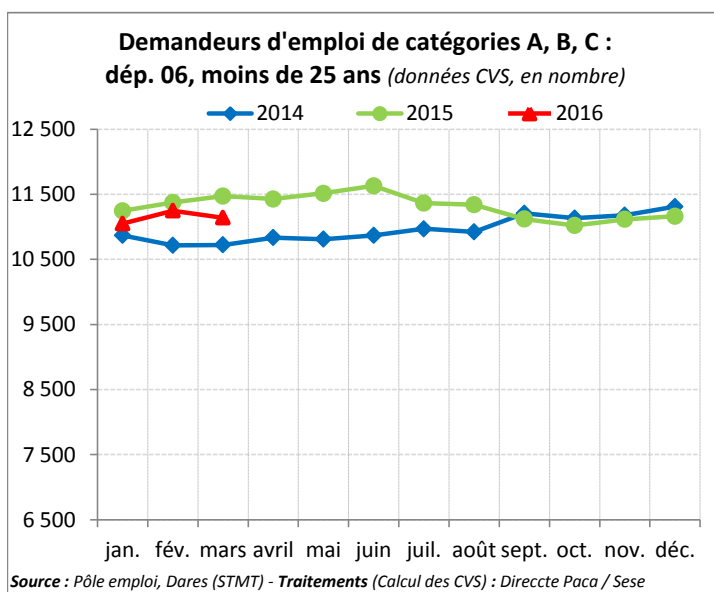


- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C inscrites en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 49 024. Par rapport à fin décembre 2015, il est en hausse de 0,8 % (+ 380 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 6,4 % (+2 950 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 232 840 fin mars 2016, soit une baisse de 0,4 % par rapport à fin décembre 2015 (- 873 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 4,3 % sur un an (+9 607 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de femmes en demande d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 2 741 200 fin mars 2016, soit une baisse de 0,3 % par rapport à fin décembre 2015 (-7 300 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 3,7 % sur un an (+99 000 demandeurs d'emploi).

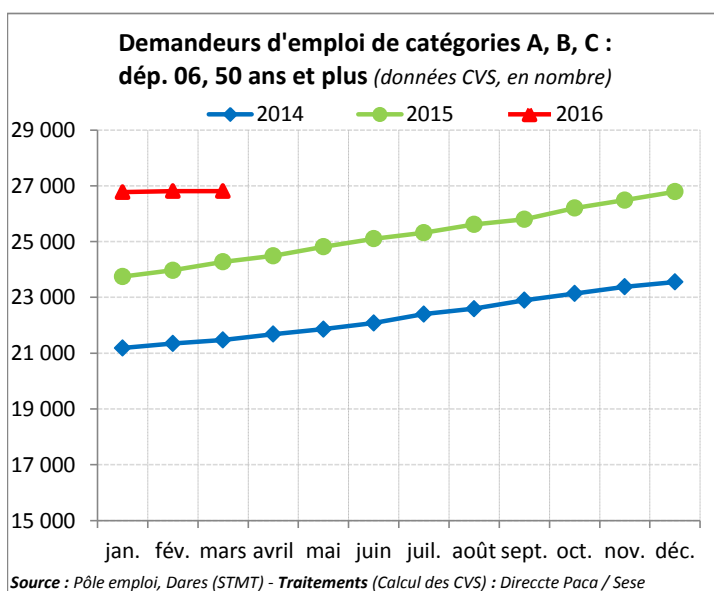
### Âge des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C



- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 11 140. Par rapport à fin décembre 2015, il est en baisse de 0,2 % (- 21 demandeurs d'emploi). Sur un an, il diminue de 2,9 % (- 332 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 59 583 fin mars 2016, soit une baisse de 1,9 % par rapport à fin décembre 2015 (-1 148 demandeurs d'emploi) et une diminution de 3,4 % sur un an (-2 107 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de jeunes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 774 500 fin mars 2016, soit une baisse de 1,8 % par rapport à fin décembre 2015 (-13 900 demandeurs d'emploi) et une diminution de 2,9 % sur un an (-23 500 demandeurs d'emploi).



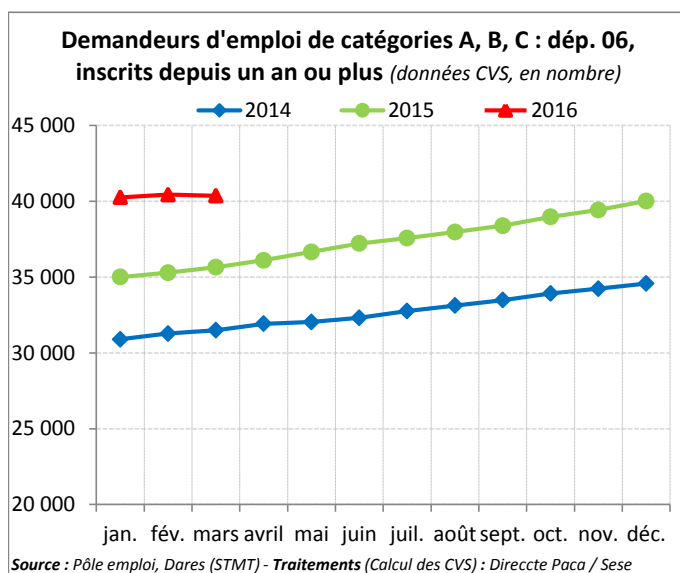
- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C inscrits en fin de mois à Pôle emploi s'établit à 26 811. Par rapport à fin décembre 2015, il est en hausse de 0,1 % (+ 21 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 10,5 % (+2 538 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 117 256 fin mars 2016, soit une hausse de 0,5 % par rapport à fin décembre 2015 (+ 629 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 8,8 % sur un an (+9 466 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de seniors de 50 ans et plus demandeurs d'emploi de catégories A, B, C s'établit à 1 283 600 fin mars 2016, soit une hausse de 0,5 % par rapport à fin décembre 2015 (+6 600 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 7,7 % sur un an (+92 300 demandeurs d'emploi).



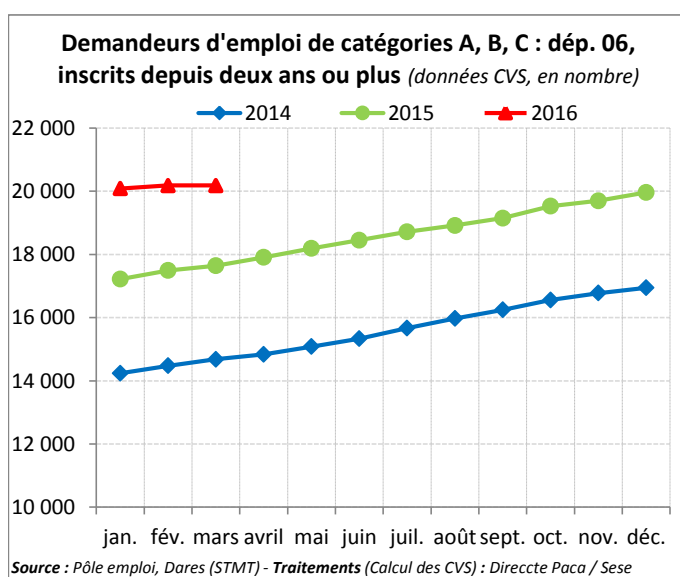
## Ancienneté en catégories A, B, C des demandeurs d'emploi



- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 40 362. Par rapport à fin décembre 2015, il est en hausse de 0,9 % (+ 347 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 13,2 % (+4 714 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 203 779 fin mars 2016, soit une hausse de 0,3 % par rapport à fin décembre 2015 (+ 660 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 9,2 % sur un an (+17 206 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis un an ou plus s'établit à 2 483 600 fin mars 2016, soit une hausse de 0,6 % par rapport à fin décembre 2015 (+13 900 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 7,5 % sur un an (+172 900 demandeurs d'emploi).



- Fin mars 2016, dans les Alpes-Maritimes, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 20 182. Par rapport à fin décembre 2015, il est en hausse de 1,1 % (+ 221 demandeurs d'emploi). Sur un an, il croît de 14,4 % (+2 539 demandeurs d'emploi).

- En Paca, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 106 766 fin mars 2016, soit une hausse de 0,7 % par rapport à fin décembre 2015 (+ 768 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 10,5 % sur un an (+10 114 demandeurs d'emploi).

- En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégories A, B, C depuis deux ans ou plus s'établit à 1 362 300 fin mars 2016, soit une hausse de 1,0 % par rapport à fin décembre 2015 (+13 700 demandeurs d'emploi) et une augmentation de 9,1 % sur un an (+113 200 demandeurs d'emploi).

## Entrées et de sorties des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C

### Entrées à Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T1 2016	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	31 277	0,6	4,6
Paca	138 976	0,4	3,7
France métro.	1 527 300	0,4	1,6

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Directe Paca / Sese

- Au cours du T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, les entrées à Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 0,6 % par rapport au T4 2015. Sur un an, elles progressent de 4,6 %.

- En Paca, les entrées sont en hausse de 0,4 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les entrées sont en hausse de 0,4 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

### Sorties de Pôle emploi (catégories A, B, C, données CVS)

	T1 2016	Variation trimestrielle (en %)	Variation annuelle (en %)
Dép. 06	30 996	8,2	11,1
Paca	140 551	8,7	12,2
France métro.	1 538 400	5,1	8,9

Note : cumul des trois mois du trimestre

Source : Pôle emploi, Dares (STMT) - Traitements (Calculs des CVS) : Dares, Directe Paca / Sese

- Au cours du T1 2016, dans les Alpes-Maritimes, les sorties de Pôle emploi en catégories A, B, C augmentent de 8,2 % par rapport au T4 2015. Sur un an, elles progressent de 11,1 %.

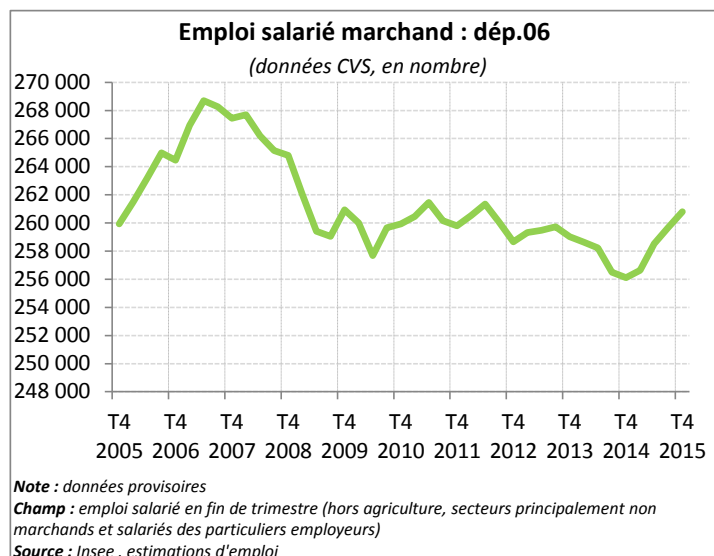
- En Paca, les sorties sont en hausse de 8,7 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

- En France métropolitaine, les sorties sont en hausse de 5,1 % au cours des trois derniers mois par rapport aux trois mois précédents.

# Emploi

## Emploi salarié marchand

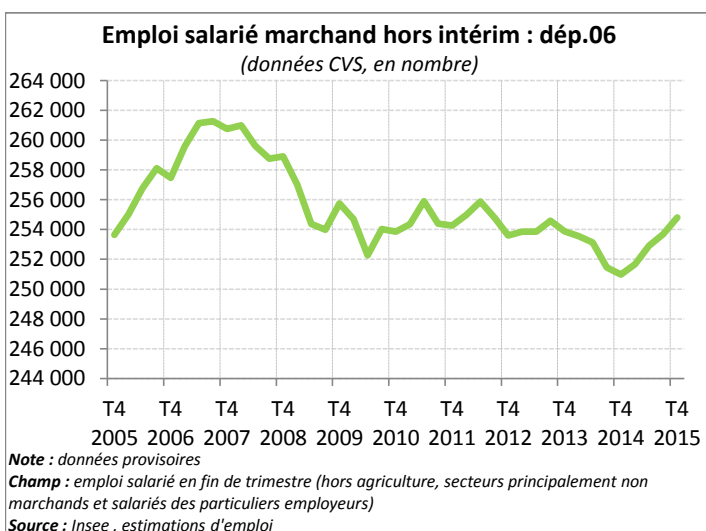
L'évolution de l'emploi salarié marchand s'explique d'une part par celle de l'emploi hors intérim et d'autre part par celle de l'emploi intérimaire.



- A la fin du T4 2015, les Alpes-Maritimes comptent 260 789 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 1 108 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 4 672 de plus qu'un an auparavant (+1,8 %).

- A la fin du T4 2015, Paca compte 1 110 747 salariés dans les secteurs concurrentiels hors agriculture et particuliers employeurs. C'est 1 888 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 10 073 de plus qu'un an auparavant (+0,9 %).

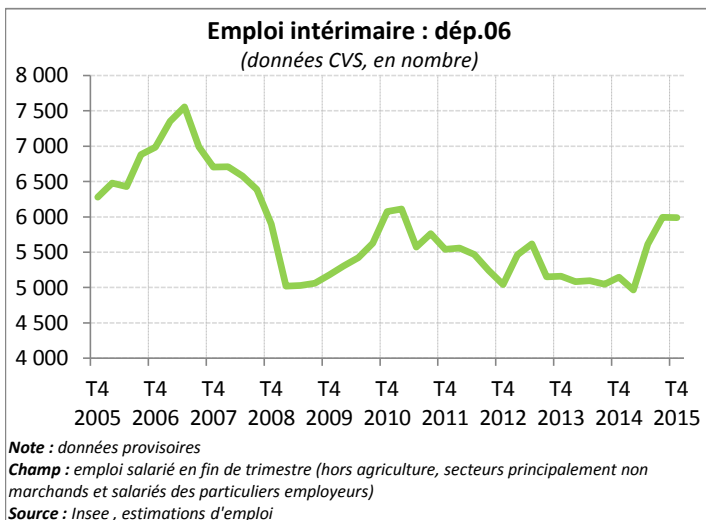
- A la fin du T4 2015, en France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 15 503 314. C'est 31 800 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,2 %) et 83 068 de plus qu'un an auparavant (+0,5 %).



- Hors intérim, le nombre d'emplois salariés marchands s'établit à 254 802 à la fin du T4 2015 dans les Alpes-Maritimes. C'est 1 113 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,4 %) et 3 834 de plus qu'un an auparavant (+1,5 %).

- En Paca, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 1 075 315 à la fin du T4 2015. C'est 1 448 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 7 475 de plus qu'un an plus tôt (+0,7 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois salariés marchands hors intérim s'établit à 14 917 114 à la fin du T4 2015. C'est 12 900 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+0,1 %) et 32 468 de plus qu'un an auparavant (+0,2 %).



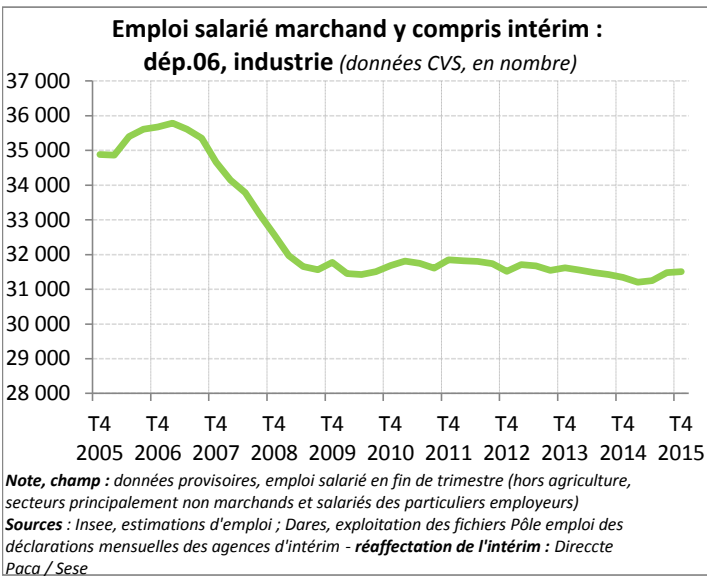
- A la fin du T4 2015, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 5 987 dans les Alpes-Maritimes. C'est 5 de moins qu'à la fin du trimestre précédent (-0,1 %) et 838 de plus qu'un an auparavant (+16,3 %).

- En Paca, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 35 432 à la fin du T4 2015. C'est 440 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+1,3 %) et 2 598 de plus qu'un an auparavant (+7,9 %).

- En France métropolitaine, le nombre d'emplois intérimaires s'établit à 586 200 à la fin du T4 2015. C'est 18 900 de plus qu'à la fin du trimestre précédent (+3,3 %) et 50 600 de plus qu'un an auparavant (+9,4 %).

## Emploi salarié marchand, avec intérim réaffecté au secteur d'activité employeur

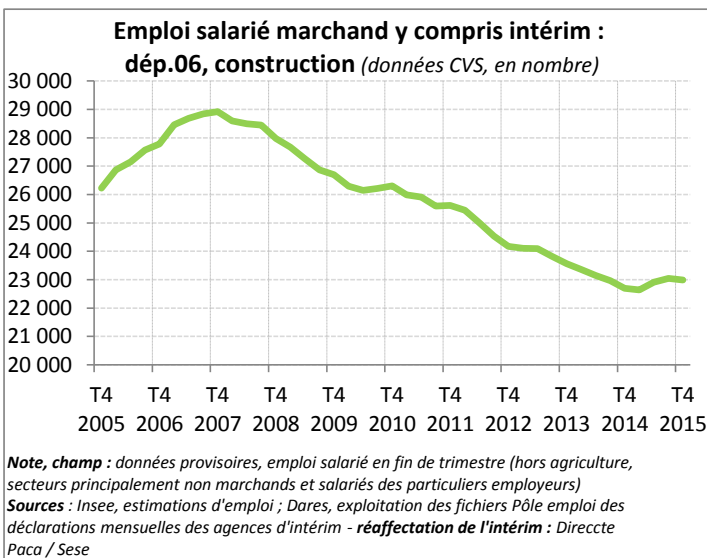
Afin de mieux apprécier les besoins totaux en ressources de main d'oeuvre par secteur d'activité, le Sese de la Direccte Paca a mis au point une méthode pour réaffecter les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. Celle-ci permet, comme pour l'emploi salarié total, de décomposer l'emploi salarié marchand par secteur d'activité entre, d'une part, l'emploi hors intérim et, d'autre part, l'emploi intérimaire.



- A la fin du T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur industriel y compris intérim s'établit à 31 512. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 27 (+0,1 %) : -38 emplois hors intérim et +65 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 174 (+0,6 %).

- A la fin du T4 2015, Paca compte 163 641 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2015, ce nombre augmente de 364 (+0,2 %) : +52 emplois hors intérim et +312 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 552 (-0,3 %).

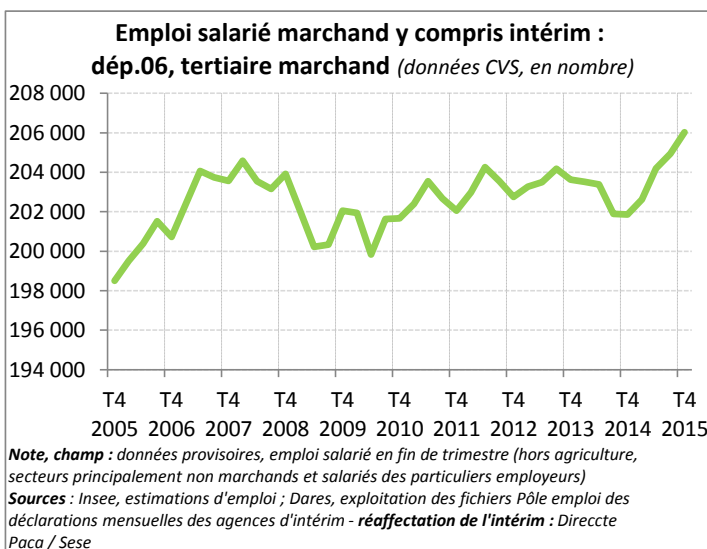
- A la fin du T4 2015, la France métropolitaine compte 3 382 100 salariés dans le secteur industriel y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2015, ce nombre augmente de 2 200 (+0,1 %) : -8 400 emplois hors intérim et +10 665 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 14 900 (-0,4 %).



- A la fin du T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés marchands dans le secteur de la construction y compris intérim s'établit à 22 992. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il baisse de 48 (-0,2 %) : +103 emplois hors intérim et -151 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 295 (+1,3 %).

- A la fin du T4 2015, Paca compte 107 323 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2015, ce nombre augmente de 5 (+0,0 %) : -124 emplois hors intérim et +129 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 929 (-0,9 %).

- A la fin du T4 2015, la France métropolitaine compte 1 422 300 salariés dans le secteur de la construction y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2015, ce nombre baisse de 1 400 (-0,1 %) : -6 600 emplois hors intérim et +5 217 emplois intérimaires. Sur un an, il diminue de 27 000 (-1,9 %).



- A la fin du T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, le nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim s'établit à 206 034. Par rapport à la fin du trimestre précédent, il augmente de 1 086 (+0,5 %) : +1 048 emplois hors intérim et +38 intérimaires. Sur un an, il progresse de 4 174 (+2,1 %).

- A la fin du T4 2015, Paca compte 838 571 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2015, ce nombre augmente de 1 463 (+0,2 %) : +1 520 emplois hors intérim et -57 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 11 371 (+1,4 %).

- A la fin du T4 2015, la France métropolitaine compte 10 684 514 salariés dans le tertiaire marchand y compris intérim. Par rapport à la fin du T3 2015, ce nombre augmente de 30 100 (+0,3 %) : +27 900 emplois hors intérim et +2 223 emplois intérimaires. Sur un an, il progresse de 123 268 (+1,2 %).



## Politiques d'aide à l'emploi

### Contrats uniques d'insertion (CUI)

#### Embauches en CUI (y compris reconductions)

		T4 2015	T4 2014
Dép. 06	<b>CUI</b>	<b>1 507</b>	<b>1 311</b>
	CUI-CAE (non marchands)	1 188	1 211
	CUI-CIE (marchands)	319	100
Paca	<b>CUI</b>	<b>9 999</b>	<b>7 757</b>
	CUI-CAE (non marchands)	8 003	6 861
	CUI-CIE (marchands)	1 996	896
France métro.	<b>CUI</b>	<b>95 770</b>	<b>77 055</b>
	CUI-CAE (non marchands)	68 001	62 814
	CUI-CIE (marchands)	27 769	14 241

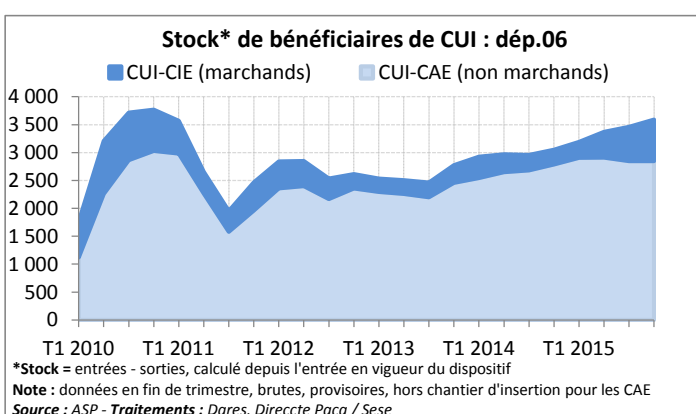
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors chantier d'insertion pour les CAE

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, 1 507 CUI sont signés ou reconduits, soit 196 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 9 999 CUI sont signés ou reconduits au cours du T4 2015, soit 2 242 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 95 770 CUI sont signés ou reconduits au cours du T4 2015, soit 18 715 de plus qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T4 2015, les Alpes-Maritimes comptent 3 590 bénéficiaires de CUI (dont 79 % dans le secteur non marchand), soit 540 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 23 970 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T4 2015, soit 4 267 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 271 093 personnes bénéficient d'un CUI à la fin du T4 2015, soit 46 134 de plus qu'un an auparavant.

### Emplois d'avenir (EAV)

#### Embauches en emploi d'avenir (y compris reconductions)

		T4 2015	T4 2014
Dép. 06	<b>EAV</b>	<b>224</b>	<b>284</b>
	EAV non marchands	172	220
	EAV marchands	52	64
Paca	<b>EAV</b>	<b>1 892</b>	<b>1 949</b>
	EAV non marchands	1 444	1 485
	EAV marchands	448	464
France métro.	<b>EAV</b>	<b>18 243</b>	<b>20 173</b>
	EAV non marchands	13 308	15 162
	EAV marchands	4 935	5 011

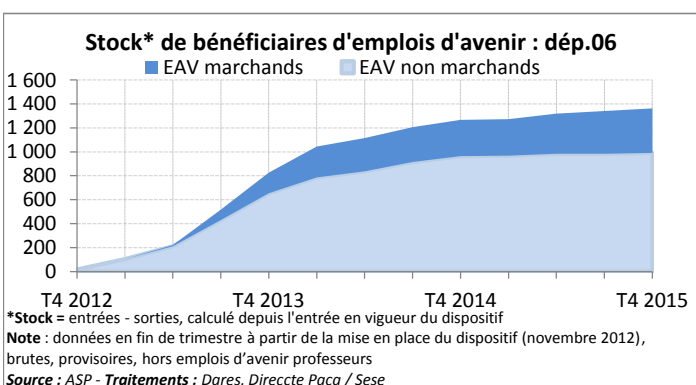
Note : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires, hors emplois d'avenir professeurs

Source : ASP - Traitements : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, 224 emplois d'avenir sont signés ou reconduits, soit 60 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 1 892 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T4 2015, soit 57 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 18 243 emplois d'avenir sont signés ou reconduits au cours du T4 2015, soit 1 930 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.



- A la fin du T4 2015, les Alpes-Maritimes comptent 1 363 bénéficiaires d'emplois d'avenir (dont 73 % dans le secteur non marchand), soit 96 de plus que l'année précédente.

- En Paca, 10 182 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T4 2015, soit 897 de plus qu'un an auparavant.

- En France métropolitaine, 118 463 personnes bénéficient d'un emploi d'avenir à la fin du T4 2015, soit 13 183 de plus qu'un an auparavant.

## Contrats de génération

### Aides à l'embauche en contrat de génération

	T4 2015	T4 2014
Dép. 06	101	106
Paca	293	336
France métro.	3 290	4 254

**Note** : cumul des trois mois du trimestre, données brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

**Champ** : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

**Source** : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- Au cours du T4 2015, dans les Alpes-Maritimes, 101 embauches en contrat de génération sont réalisées, soit 5 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En Paca, 293 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T4 2015, soit 43 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 3 290 embauches en contrat de génération sont réalisées au cours du T4 2015, soit 964 de moins qu'au cours du même trimestre de l'année précédente.

### Stock des aides à l'embauche en contrat de génération

	T4 2015	T4 2014
Dép. 06	587	288
Paca	2 248	1 269
France métro.	33 297	20 534

**Note** : données en fin de trimestre, brutes, provisoires ; la localisation des contrats de génération se fait à partir de l'adresse de l'établissement déclarant et non pas à partir de l'adresse du jeune

**Champ** : ensemble des demandes acceptées (entreprises de moins de 300 salariés)

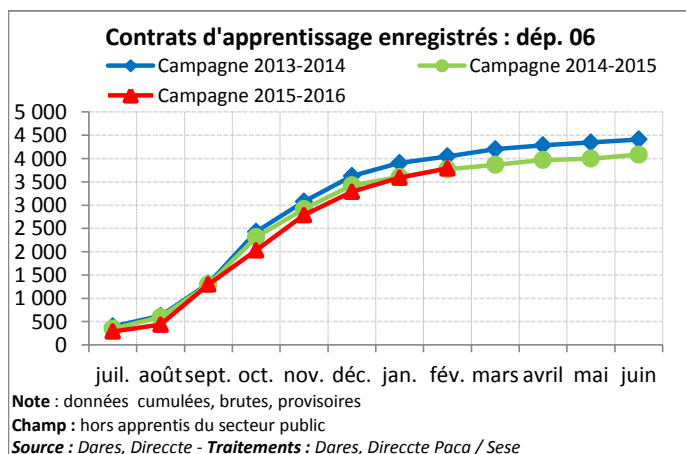
**Source** : Pôle emploi - **Traitements** : Dares, Direccte Paca / Sese

- A la fin du T4 2015, les Alpes-Maritimes comptabilisent 587 contrats de génération encore en cours, soit 299 de plus sur un an.

- En Paca, on comptabilise 2 248 contrats de génération encore en cours, soit 979 de plus sur un an.

- En France métropolitaine, on comptabilise 33 297 contrats de génération encore en cours, soit 12 763 de plus sur un an.

## Contrats d'apprentissage



- Durant la campagne de juillet 2015 à février 2016, les Alpes-Maritimes enregistrent 3 788 contrats d'apprentissage, soit 16 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En Paca, 18 005 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juillet 2015 à février 2016, soit 124 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

- En France métropolitaine, 252 074 contrats d'apprentissage sont enregistrés au cours de la campagne de juillet 2015 à février 2016, soit 6 682 de plus qu'au cours de la même campagne de l'année précédente.

## Contrats de professionnalisation

**Avertissement** : suite à des difficultés techniques, les statistiques mensuelles des contrats de professionnalisation sont indisponibles. Les données de certains OPCA, qui doivent chaque mois saisir les informations dans une application de gestion étant manquantes, les statistiques sont incomplètes.

## Définitions : chômage et demande d'emploi

-Le **taux de chômage au sens du BIT** est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant une semaine de référence ;
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours ;
- avoir cherché activement un emploi dans le mois précédent ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

La population active au sens du BIT comprend les chômeurs au sens du BIT et les personnes en emploi en âge de travailler.

Au niveau France métropolitaine, le taux de chômage au sens du BIT est estimé tous les trimestres par l'Insee à partir de l'enquête Emploi. Cette enquête est la seule source permettant de mettre en œuvre les définitions préconisées par le BIT sur le chômage, l'emploi, le sous-emploi et l'activité. Aux échelons régional et départemental, les taux de chômage ne sont pas calculés au sens du BIT mais sont dit "localisés", car ils synthétisent les informations issues de l'enquête Emploi et celles fournies par le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi en catégorie A (pour la répartition géographique).

-Le nombre de **demandeurs d'emploi** est mesuré tous les mois par Pôle emploi et la Dares. Les demandeurs d'emploi sont présentés selon un regroupement en cinq catégories :

- catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi ;
- catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

**ATTENTION : Même si l'inscription à Pôle emploi en catégorie A et le chômage au sens du BIT sont deux réalités proches, elle ne se recouvrent pas. Certains demandeurs d'emploi ne sont pas chômeurs au sens du BIT et inversement, certains chômeurs au sens du BIT ne sont pas inscrits à Pôle emploi.**

Enfin, alors que le taux de chômage au sens du BIT constitue un indicateur de référence pour l'analyse des évolutions du marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi, issu des fichiers administratifs de Pôle emploi, peut être affecté par différents facteurs : modifications du suivi et de l'accompagnement des demandeurs d'emploi, comportements d'inscription des demandeurs d'emploi, etc. **Les évolutions mensuelles des séries des demandeurs d'emploi corrigées des variations saisonnières (CVS) sont donc à interpréter avec prudence et peuvent parfois différer de la tendance de moyen terme des séries ; les évolutions sur trois mois sont à privilégier pour obtenir une information sur la tendance de moyen terme.**

## Définitions : Emploi

Les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee sont calculées sur le champ des secteurs marchands hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs.

Afin de permettre une meilleure appréciation économique des secteurs d'activité, le Sese de la Direccte Paca a réaffecté les effectifs intérimaires à leur secteur d'activité employeur. En conséquence, les données d'emploi salarié par secteur d'activité présentées dans cette synthèse sont différentes de celles publiées par l'Insee, qui classe l'intérim exclusivement dans le secteur des services marchands.

Pour effectuer cette réaffectation, le Sese a mis au point une méthode, inspirée de celle de la Direccte Nord-Pas-de-Calais, qui est explicitée dans l'encadré en page 3 de la Note de conjoncture n°2. Cette méthode consiste à désaisonnaliser, pour chaque secteur d'activité, les séries départementales du nombre de contrats intérimaires en cours en fin de mois à l'agence d'intérim produites par la Dares, puis pour chaque département, à calculer la part que représente chaque secteur dans le nombre total de contrats intérimaires en cours en fin de mois. Ces proportions sont ensuite appliquées à la série régionale d'intérim co-produite par l'Insee et la Dares. On obtient ainsi une série d'effectifs intérimaires corrigée des variations saisonnières, ventilée par secteur d'activité et par département, cohérente avec les estimations trimestrielles d'emploi salarié de l'Insee. Les effectifs intérimaires au niveau de la région sont obtenus en sommant les effectifs départementaux. En ajoutant ces effectifs à ceux hors intérim diffusés par l'Insee, on obtient enfin une nouvelle série d'emploi salarié où chaque intérimaire est réaffecté à son secteur d'activité employeur. Ce sont ces données qui sont analysées dans la présente synthèse.

**Attention** : du fait de ce mode d'élaboration, l'addition des effectifs salariés des trois secteurs d'activité ne correspond pas exactement au nombre total d'emplois salariés, car celui-ci comprend aussi les intérimaires des secteurs de l'agriculture et du tertiaire non marchand qui, par définition, ne sont réaffectés ni à l'industrie, ni à la construction, ni au tertiaire marchand.

## Définitions : politiques d'aide à l'emploi

- Les **Contrats uniques d'insertion** (CUI) : entrés en vigueur le 1er janvier 2010, ces contrats de travail visent à favoriser l'insertion professionnelle des personnes sans emploi qui rencontrent des difficultés particulières d'accès à l'emploi. Ils concernent notamment les demandeurs d'emploi de longue durée, de 50 ans et plus et les bénéficiaires de minima sociaux. Ils se déclinent en deux volets : le Contrat initiative emploi (CUI-CIE) dans le secteur marchand, et le Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) dans le secteur non marchand. Ce dernier secteur est privilégié par les pouvoirs publics compte tenu d'un plus fort impact de ces contrats sur le niveau d'emploi (à la hausse) et de chômage (à la baisse) que le secteur marchand, où les effets d'aubaine et de substitution sont plus marqués.

La signature d'un CUI ouvre droit, pour l'employeur, à un financement mensuel de l'État, dont le montant est fixé par arrêté du Préfet de Région. Le volume de ces contrats est déterminé semestriellement pour chaque région par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP). Paca représente ainsi autour de 8 % de l'enveloppe financière nationale.

- Les **Emplois d'avenir** : ils sont une forme spécifique du Contrat unique d'insertion, destinés aux jeunes sans emploi de 16 à 25 ans et aux personnes handicapées de moins de 30 ans, peu ou pas qualifiés, ou résidant dans des zones urbaines sensibles ou de revitalisation rurale. Créés en novembre 2012, ils ont pour objectif de proposer à ces jeunes des solutions d'emploi et de leur ouvrir l'accès à une qualification pour favoriser leur insertion professionnelle. Comme pour le CUI, les employeurs du secteur non marchand (associations, collectivités, établissements publics) sont privilégiés par les orientations ministérielles.

- Les **contrats de génération** : entrés en vigueur le 1er mars 2013, ces contrats sont issus d'un accord unanime des partenaires sociaux. Ils visent à faciliter l'insertion durable des jeunes, à favoriser l'embauche ou le maintien dans l'emploi des salariés âgés et à encourager la transmission des compétences et des savoir-faire. Ils sont applicables à tous les employeurs du secteur privé, ainsi qu'aux établissements publics à caractère industriel et commercial de 300 salariés et plus. Les entreprises de 300 salariés et plus ne bénéficient toutefois d'aucune aide.

- Les **contrats d'apprentissage** : ces contrats de travail, d'une durée maximale de 3 ans, ont pour but de donner une formation générale, théorique et pratique, à des jeunes âgés de 16 à 25 ans ayant satisfait à l'obligation scolaire, afin qu'ils obtiennent une qualification professionnelle sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. Ils reposent sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en Centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

- Les **contrats de professionnalisation** : mis en place en 2005, ces contrats de travail, à durée déterminée ou indéterminée, permettent d'acquérir une qualification professionnelle reconnue par l'Etat ou la branche professionnelle, grâce à des périodes de formation théorique dispensée en centres de formation, ou par l'entreprise elle-même si elle dispose d'un service de formation. Ils s'adressent à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus, aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus, aux personnes ayant bénéficié d'un Contrat unique d'insertion, ainsi qu'aux bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA), de l'Allocation de solidarité spécifique (ASS) ou de l'Allocation aux adultes handicapés (AAH).

## Sigles

ASP.....	Agence de services et de paiements
BIT.....	Bureau international du travail
CUI-CAE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement à l'emploi
CUI-CIE.....	Contrat unique d'insertion-Contrat initiative emploi
CVS <sup>(1)</sup> .....	Corrigé des variations saisonnières <sup>(1)</sup>
Dares.....	Direction de l'animation, de la recherche, des études et des statistiques
Direccte / SESE.....	Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi / Service études, statistiques et évaluation
Insee.....	Institut national de la statistique et des études économiques
STMT.....	Statistiques du marché du travail

<sup>(1)</sup> L'intérêt des données CVS est de pouvoir calculer, en plus des évolutions annuelles, des évolutions trimestrielles et mensuelles. Si les données sont brutes en revanche, et que l'indicateur possède un caractère saisonnier, seules des évolutions annuelles peuvent être calculées.

## Pour en savoir plus

- [Tableau de bord des indicateurs clés de la Direccte Paca](#)
- [Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en Paca](#)
- [Note de conjoncture de la Direccte Paca](#)

**Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi Provence-Alpes-Côte d'Azur**

23/25, rue Borde, CS 10009 - 13285 Marseille Cedex 08 - Tél. : 04 86 67 32 00

Directeur de la publication : Patrice Russac

Chef de service : Rémi Belle [remi.belle@direccte.gouv.fr](mailto:remi.belle@direccte.gouv.fr)

Réalisation : Virginie D'Angelo [virginie.dangelo@direccte.gouv.fr](mailto:virginie.dangelo@direccte.gouv.fr) et Virginie Meyer [virginie.meyer@direccte.gouv.fr](mailto:virginie.meyer@direccte.gouv.fr)